

ARRÊTÉ DIDD – 2023 – n° 52

**Arrêté modifiant l'autorisation d'exploiter accordée à la société Carrières de Cléré
pour la carrière située aux lieux-dits « La Paguerie-La Brardière »
sur la commune de Cléré-sur-Layon**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, livre V titre 1er, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2521 : Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu le Schéma Régional des Carrières des Pays de la Loire approuvé par l'arrêté du préfet de région le 6 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de roches massives (diorite et schistes), D3-99 n° 1421 du 23 novembre 1999, au nom de la société Carrières de Cléré (env. 61 ha – Prod. max. 1 000 000 t/an – 30 ans) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'extension de la carrière vers l'Ouest et d'implantation de certaines installations en fond de fouille, D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 (env. 77 ha - Prod. max. 1 000 000 t/an – échéance de l'AP initial conservée) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire, DIDD-2011 n° 437 du 6 octobre 2011, de modification de la position des installations de traitement des matériaux pour qu'elles soient en partie haute et pas en fond de fouille (puissance installée : 1900 kW) ;

Vu le courrier du préfet du 26 mars 2014 prenant acte de la déclaration au titre du bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 2515-1-a (sous le régime de l'autorisation : puissance installée de 1 900 kW supérieure à 550 kW) et 2517-1 (sous le régime de l'autorisation : surface de stockage de 33 000 m² supérieure à 30 000 m²) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire de modification des conditions d'exploiter la carrière DIDD-2014 n° 397 du 17 décembre 2014 (ajustement parcellaire suite abandon de terrains) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire de modification des conditions d'exploiter la carrière DIDD/BPEF/2016 n°339 du 28 juillet 2016 (approfondissement de la fosse Sud-Est (gisement sain) avec raccordement des excavations et renoncement à l'extraction d'une partie des terrains) ;

Vu le courrier du préfet du 2 novembre 2017 prenant acte de modifications des installations (intégration du merlon Nord créé en partie hors emprise autorisée) ;

Vu le courrier du préfet du 8 novembre 2017 prenant acte de modifications des installations (création d'un stock pile,...) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire de modification du 12 mai 2021 régularisant l'exploitation d'une centrale d'enrobage à froid relevant du régime déclaratif (rubrique 2521-2-b) ainsi que du stockage d'émulsion bitumineuse associé (rubrique 4801-2) et modifiant par ailleurs quelques prescriptions applicables aux installations.

Vu la demande de modification de la société Carrières de Cléré portée à la connaissance du préfet le 27 janvier 2022 sollicitant une extension de l'emprise de l'établissement d'environ 2,14 ha dans le but d'y stocker des stériles d'exploitation (matériaux de recouvrement du gisement et déchets minéraux de production) ;

Vu la demande de modification de la société Carrières de Cléré portée à la connaissance du préfet le 23 mai 2022 sollicitant une modification des installations de traitement des matériaux extraits ;

Vu les dossiers joints à ces demandes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 pris en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement qui vaut décision d'examen au cas par cas du projet d'extension de la carrière (cf. demande susvisée visant au stockage de stériles d'exploitation) et dispense le projet d'étude d'impact ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 novembre 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société Carrières de Cléré le 8 février 2023 ;

Vu le courrier de la société Carrières de Cléré du 14 février 2023 faisant état de l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les modifications de l'autorisation d'exploiter sollicitées étendent l'emprise de la carrière mais n'en modifient pas l'emprise d'extraction, ni l'essentiel des conditions d'exploitation existantes ;

Considérant que les modifications de l'autorisation d'exploiter, telles que sollicitées par la société Carrières de Cléré ne font pas apparaître d'impacts négatifs notables nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du code de l'environnement ;

Considérant que ces modifications sollicitées nécessitent pour une partie de compléter et modifier les prescriptions existantes pour pouvoir être prises en compte en encadrées ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans les arrêtés préfectoraux susvisés et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature relativement limitée des modifications et de leurs effets sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture du Maine-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1er – Objet

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral, D3-99 n° 1421 du 23 novembre 1999 modifié et de l'arrêté préfectoral, D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié autorisant la société Carrières de Cléré, dont le siège social est situé route de Cerqueux, 49560 Cléré-sur-Layon, à exploiter la carrière et des installations connexes situées aux lieux-dits « La Pagerie - La Brardière » sur la commune de Cléré-sur-Layon sont modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Conditions générales de l'autorisation

2-1 Les installations classées

Le tableau relatif aux rubriques des installations classées autorisées dans l'établissement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral, D3-99 n° 1421 du 23 novembre 1999 modifié est remplacé par le tableau suivant:

Ce tableau liste les installations classées exploitées dans l'établissement, par la société Carrières de Cléré qui relèvent du régime de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration prévus aux articles L. 512-1, L.512-7 et L.512-8 du code de l'environnement, au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Surface : - totale d'env. 79,7 ha - d'extraction d'env. 61 ha. Production annuelle : - moyenne : 700 000 tonnes - maximale** : 850 000 tonnes	A
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de	Puissance installée de l'ordre de 1900 kW	E

	pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble		
Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
	des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW		
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques. 1. Surface étant supérieure à 30 000 m ²	Surface > 30 000 m ²	E
2521-2-b	Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers 2. A froid, la capacité de l'installation étant : b) Supérieure à 100 t/j, mais inférieure ou égale à 1 500 t/j	Supérieure à 100 t/j, mais inférieure ou égale à 1 500 t/	D
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Env. 100 t (2 cuves de 50 m ³)	D

* A : Installation soumise à autorisation, E : Installation soumise à enregistrement, D : Installation soumise à déclaration

** pouvant être portée à 1 million de tonnes dans les conditions définies à l'article 3-4-3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999.

Article 3 – Situation – Emprise de l'établissement

Le dernier alinéa des dispositions de l'article 3-1-1 de l'arrêté préfectoral D3-99 n°1421 du 23 novembre 1999 modifié est remplacé « La surface totale du site est de 79 ha 67 a 84 ca ».

Le plan visé par l'article 3-1-1 de l'arrêté préfectoral D3-99 n°1421 du 23 novembre 1999 modifié est remplacé par le plan parcellaire localisant le périmètre d'exploitation qui est annexé au présent arrêté.

Article 4 – Garanties financières

Les dispositions prévues à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains.

Le montant actualisé sur la base de l'indice TP 01 de juillet 2021 (113,5) pour les phases quinquennales d'exploitation restantes :

- 5eme phase (2020-2024) : 804 941 € ;
- 6eme phase (2025-2029) : 667 569 € ;

La société Carrières de Cléré transmettra au préfet de Maine-et-Loire les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul des montants sur la base du dernier indice TP 01 connu et plans associés) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la phase d'exploitation autorisée en cours sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 – Dépôt de stériles

Les dispositions de l'article 3-1-3 de l'arrêté préfectoral D3-99 n°1421 du 23 novembre 1999 sont complétées par les dispositions suivantes :

Le stockage de stériles d'exploitation est autorisé sur une partie de la parcelle A337 du plan cadastral de la commune de Cléré-sur-Layon n'excédant pas 1 ha 28a 62 ca.

La hauteur de stockage de stériles n'y excède pas 10 m de haut et ne dépasse pas la cote de 105,5 m NGF.

La quantité de stériles stockés dans cette zone n'excède pas 100 000 m³.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures présentées dans le porter à connaissance du 27 janvier 2022 susvisé au niveau des terrains concernés.

Article 6 – Clôture

Préalablement au démarrage d'activité de stockage de stériles sur une partie de la parcelle A337 du plan cadastral de la commune de Cléré-sur-Layon incluse dans l'emprise du site, Les dispositions de l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié en termes d'interdiction d'accès sont mises en œuvre (clôture notamment).

Article 7 – Conservation de la biodiversité

Les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié sont complétées par les dispositions suivantes :

La zone de stockage de stériles prévue à l'article 5 du présent arrêté se situe au sein du périmètre identifié sur le plan localisant la limite de la zone de stockage de stériles annexé au présent arrêté afin de préserver la zone humide située dans la frange Sud-Est de la parcelle et le secteur d'affleurement rocheux au Sud-Ouest de la parcelle et qui constitue une entité biologique singulière au regard de la diversité floristique en place caractéristique des milieux secs (trame sèche). Ce secteur est délimité avec précision, préalablement au démarrage d'activité sur cette nouvelle emprise, par un expert naturaliste pour être évité et maintenu en l'état. Les haies périphériques sont maintenues en place.

Afin de limiter le dérangement de l'avifaune nicheuse du secteur et les risques de mortalité d'individus, l'exploitant évite les travaux de décapage, de terrassements, ... durant la période de reproduction qui va de mars à août. La terre végétale décapée est entreposée pour être utilisée dans le cadre de la remise en état.

Le suivi biologique est étendu à l'ensemble des terrains de la parcelle A337 situés au sein du périmètre d'exploitation.

Article 8 – Plan de gestion des déchets d'extraction

Le plan de gestion des déchets d'extraction prévu à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé est actualisé et transmis au préfet dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 9 – Remise en état final

Les dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié sont complétées par les dispositions suivantes pour les terrains de la parcelle A337 situés au sein du périmètre d'exploitation faisant l'objet de dépôt de stériles.

La remise en place de la terre végétale préalablement décapée, selon les préconisations figurant dans le porter à connaissance du 27 janvier 2022 susvisé est déposée sur une épaisseur de l'ordre de 20 cm sur une surface relativement plane au sommet de l'exhaussement et le long des pentes des talus (30°). Les terrains sont ensuite laissés tel quel, pour une reprise spontanée de la végétation et la création de zones naturelles.

Le cas échéant, la remise en état du site prend en compte les préconisations émises par l'expert naturaliste dans le cadre du suivi biologique du site.

Article 10 – Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée :

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 11 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est notifiée à la société Carrières de Cléré. Une copie est déposée aux archives de la mairie de Cléré-sur-Layon et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire concerné, et transmis à la préfecture.

Le texte complet peut être consulté sur le site des services de l'État dans le Maine-et-Loire et à la mairie de Cléré-sur-Layon.

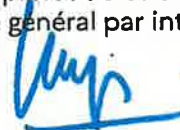
Le texte complet peut être consulté sur le site des services de l'État dans le Maine-et-Loire et à la mairie de Cléré-sur-Layon.

Article 12 – Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Cléré-sur-Layon et à la société Carrières de Cléré.

Fait à ANGERS, le **24 FEV. 2023**

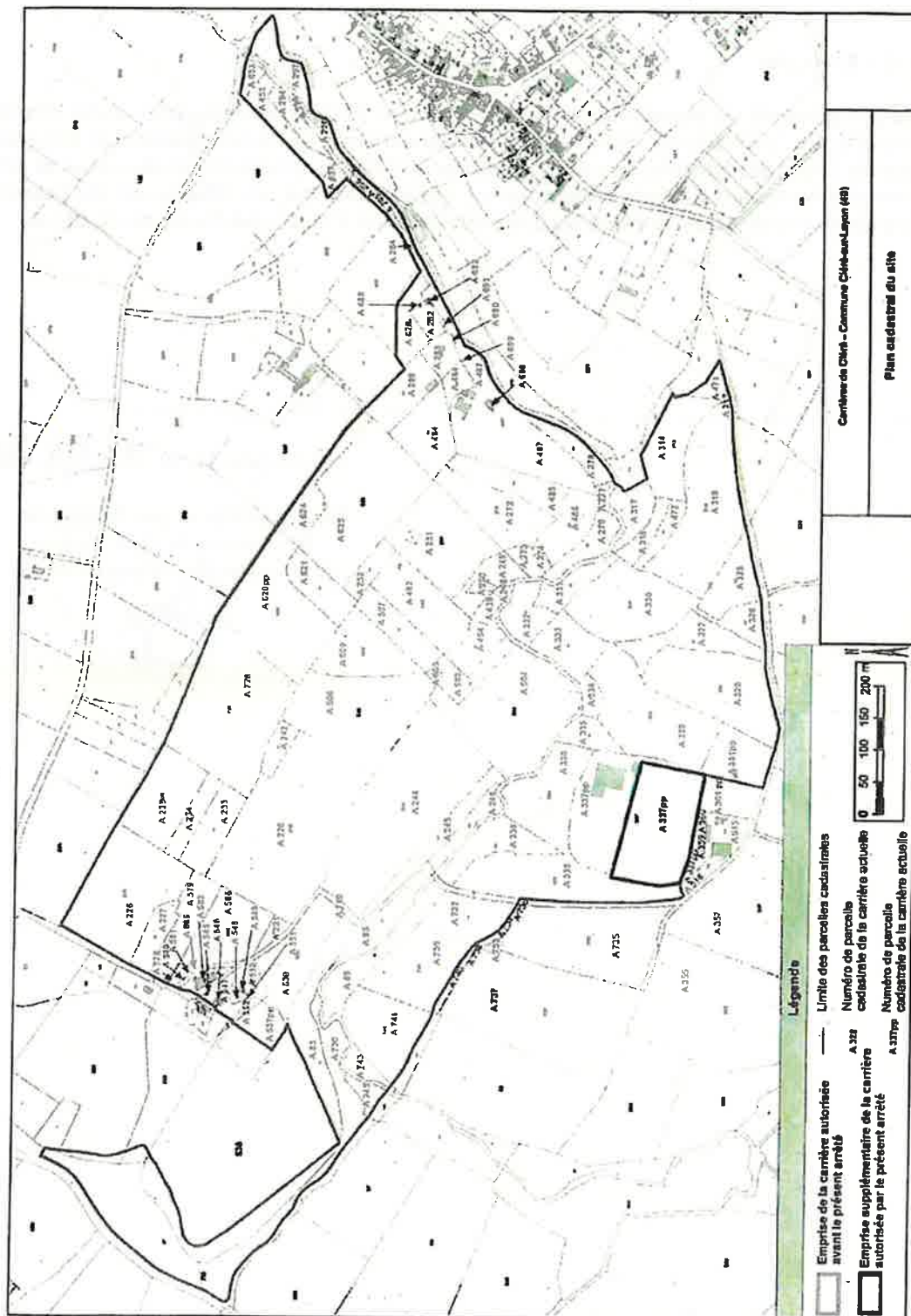
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Cholet,
Secrétaire général par intérim



Ludovic MAGNIER

ANNEXE 1

Plan parcellaire localisant le périmètre autorisé



ANNEXE 2

Plan localisant la limite de la zone de stockage des stériles

